



Conseil municipal du 11 décembre 2017

# RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES

- Lettre des élus -



Date de mise en ligne : vendredi 26 janvier 2018

Copyright © Elus communistes et apparentés de Venissieux - Tous droits

réservés

**En 1974 Helmut Schmidt, chancelier Allemand, déclarait « Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. », et lançait une politique de diminution « des coûts du travail » dont nous voyons, plus de 40 ans après, les dramatiques conséquences pour l'emploi.**

C'est dans la même logique que Macron supprime l'ISF, fait exploser les exonérations fiscales tel que le CICE, cher au député Yves Blein, qui permet surtout aux entreprises de gonfler leurs marges avec un effet quasiment nul sur l'emploi.

Quand on augmente les cadeaux aux plus riches les économies sont à rechercher ailleurs : diminution du budget de la plupart des ministères, nouveaux coups portés à notre système de protection sociale, remise en cause du logement social avec la diminution des APL et de l'aide à la pierre, suppression d'une partie des emplois aidés, baisse de 11 % du budget de la politique de la ville.

Pour tenter de faire oublier qu'il est le président des riches, Emmanuel Macron a fait le déplacement en banlieue mi-novembre. Alors que depuis son accession au pouvoir aucun projet n'a été présenté concernant les banlieues, les villes et quartiers populaires, il met en avant la nécessité de renforcer la présence des services publics sur ces quartiers. Mais avec quels moyens ? Quel budget ? Quels sont les services publics concernés ? Quand Macron parle au patronat il est plus précis.

Le président de la République s'était engagé à dialoguer avec les élus locaux et à s'interdire toute baisse brutale des moyens de l'action publique locale. 3 jours après, le gouvernement baissait de 300 millions d'euros la Dotation Globale de Fonctionnement, en catimini et sans concertation.

Sur la forme le gouvernement entend inaugurer une politique contractuelle avec les 319 collectivités les plus importantes (80 % de la population), faisant penser qu'il pourrait y avoir concertation. Sur le fond l'objectif est d'amener les collectivités à tailler elles-mêmes dans leur dépenses pour respecter la décision prise par Macron, d'une baisse de 13 milliards sur le quinquennat. Et pour les collectivités qui n'auront pas respecté l'objectif de diminution des dépenses, l'État s'en chargera. A cette pression, s'ajoute l'exonération de la taxe d'habitation, recette essentielle des budgets communaux.

A Vénissieux nous luttons concrètement pour le maintien et le développement des services publics. Nos orientations budgétaires veulent répondre aux besoins des habitants, construire du lien social et combattre ce sentiment d'abandon qui fait prospérer l'abstention et le vote FN.

Maintenir cette orientation dans les conditions d'une diminution continue des moyens est une gageure. Et à l'opposition qui impute les diffi cultés à notre gestion, nous disons que les difficultés viennent des attaques de l'État contre les moyens des collectivités et que nous y faisons face avec ténacité et imagination.